

Dans le cadre du



Colloque international et interdisciplinaire sur les indicateurs du bien-vivre Appel à communication

Contexte

Ce forum est organisé par l'Université Grenoble Alpes avec différents partenaires représentant les collectivités locales (Grenoble Alpes Métropole et la ville de Grenoble) et plusieurs ONG (Terre Solidaire, Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse, etc.). Il s'inscrit dans la suite du programme d'études réalisé entre 2011 et 2015 pour la métropole grenobloise en vue de définir de nouveaux indicateurs pour l'orientation et l'évaluation des politiques publiques sur son territoire (IBEST : Indicateurs pour un Bien-Être Soutenable et Territorialisé). L'organisation tripartite du forum traduit l'intérêt des différents partenaires non seulement pour la valorisation des travaux déjà effectués, mais aussi pour la poursuite d'une réflexion prospective destinée à promouvoir un développement social et économique durable des sociétés contemporaines. Plusieurs forums ont déjà eu lieu sur ce thème en Asie (Bhoutan, Thaïlande) et en Amérique (Nouvelle-Écosse), mais celui qui aura lieu en 2018 à Grenoble sera le premier du genre en Europe.

Le forum prévoit des moments de mise en commun d'expériences, de données et de réflexions entre les différents participants (universitaires, politiques et acteurs des mouvements sociaux). Il accueille également un colloque scientifique international et pluridisciplinaire qui s'adresse à tous les chercheurs portant un intérêt d'ordre théorique, méthodologique ou empirique à la question du développement humain et de ses indicateurs, au-delà des sciences de l'homme et de la société : biologie, sciences médicales, sciences de l'ingénierie, sciences de la terre, écologie, etc. L'argument du colloque scientifique pourrait s'articuler autour de cinq points.

Le concept

Si une réflexion critique sur l'objectif de la croissance économique et sur l'usage du PIB progresse depuis une trentaine d'années, elle s'est accompagnée d'un certain flou conceptuel. Le développement humain (PNUD), le bonheur national brut (Bhoutan), le vivre-mieux (OCDE) ou le mieux-vivre (Canada), le bien-vivre (Bolivie, Equateur) sont quelques-unes des notions parmi les plus fréquemment employées pour désigner une alternative à la richesse monétaire. En soi, cette « effervescence sémantique » ne contribue probablement pas beaucoup à la clarté des débats sur les nouveaux indicateurs, mais la question s'obscurcit davantage encore quand on envisage le sens que ces concepts, notions ou catégories peuvent avoir dans d'autres disciplines scientifiques. Le bien-être, par exemple, ne recouvre pas exactement la même signification en médecine, en psychologie, ou en socio-économie.

Un consensus semble toutefois se dégager sur le fait que, ce dont il est question, doit être saisi à travers un système de rapports entre plusieurs des dimensions essentielles de la vie : la santé, les sociabilités, le travail, l'éducation et la culture, les libertés et les participations citoyennes, les environnements sociaux et naturels... y compris sous l'angle subjectif. On peut alors discuter de la pertinence de chacune de ces dimensions et de sa contribution effective au bien-vivre : qu'est-ce qui compte vraiment pour évaluer le bien-vivre ? Mais on peut aussi élargir la discussion en considérant que c'est l'ensemble des échanges que produit un individu - tout autant qu'ils le produisent - qui font son bien-vivre ; et la capacité dont les individus et les groupes disposent, en droit comme en fait, de les accroître (leurs « capacités ») qui ferait le bon développement d'une collectivité.

Cette approche dans les termes d'un continuum, du génome aux environnements sociaux et naturels, en passant par toutes les régulations intermédiaires (épigénétiques, psychosociales, économiques et institutionnelles), questionne profondément certains des piliers de la tradition intellectuelle occidentale et moderne. Les concepts, provenant d'autres cultures (*sumak kawsay* en Quetchua ou *Ubuntu* en Bantou, par exemple) soulignent peut-être mieux l'interdépendance de la relation entre l'individu et ses collectifs ; le singulier et le commun, sinon l'universel ; la nature et la culture. Leur émergence dans les débats contemporains portant sur les conditions du développement pourrait être l'opportunité, non seulement de redécouvrir d'autres pans de la pensée occidentale qui mettent également l'accent sur la dimension fondatrice de la relation, mais aussi de participer à la fondation d'un paradigme pour saisir la complexité du bien-vivre.

2. Les méthodes

La réflexion sur les indicateurs du développement s'est empiriquement traduite par la multiplication d'expériences visant à mettre en place, à différentes échelles, de nouveaux instruments de mesure et nombreux sont désormais les pays, les régions et les métropoles qui mettent en place, à titre complémentaire ou alternatif, de nouveaux indicateurs. Certaines institutions ou entreprises développent désormais également des outils comparables en direction de leurs personnels et/ou de leurs usagers ou clients.

Chaque expérimentation possède sa propre cohérence et met en œuvre des méthodes différentes des autres si l'on considère : la nature et le nombre des dimensions retenues pour appréhender le bien-vivre (ou le bonheur, ou bien-être, etc.). Certaines débouchent sur un indicateur et d'autres établissent un tableau de bord. Les unes s'appuient sur les données des statistiques publiques, les autres en intègrent d'autres issues d'enquêtes ad hoc, etc. Des problèmes similaires s'observent également dans d'autres aires disciplinaires. Il n'y a ainsi pas de consensus les indicateurs (biomarqueurs) permettant de « signer » le bien-être (et/ou l'être-malade) et plusieurs modèles sont en concurrence, en psychologie, pour évaluer le bien-être en famille, au travail, etc.

La multiplicité de ces méthodes rend pour le moins difficile toute comparaison entre territoires ou niveaux d'approche. Dans quelles conditions serait-il dès lors possible de faire converger, au moins, ces méthodes ? Cela est-il seulement souhaitable ? On peut pourtant penser qu'une meilleure coordination des approches pourrait permettre d'éviter qu'une mesure bonne pour le bien-vivre, à l'échelle d'un territoire (ou niveau d'approche), puisse avoir des effets négatifs dans un autre. Les outils de représentation multiscalaires, proposés par la géomatique par exemple, pourraient être à cet égard extrêmement utiles.

La participation

De nombreuses expérimentations visant la mise en place de nouveaux indicateurs prévoient désormais un volet impliquant sur la participation des habitants. Il ne s'agit alors peut-être pas seulement de prendre une précaution méthodologique supplémentaire pour valider les indicateurs, mais bien d'une façon d'atteindre un de leurs objectifs. La participation sociale peut en effet être envisagée comme une condition du bien-être : au moins dans la mesure où elle contribue à renforcer le pouvoir d'agir et les capacités des individus et des collectifs.

La participation est désormais aussi la pierre angulaire d'interventions médicales orientées vers la prévention et/ou les traitements non médicamenteux : non seulement pour obtenir des effets sur la

santé à plus long terme, mais pour obtenir des changements durables dans les conditions de vie. La psychologie positive, de son côté, encourage aussi le développement d'un certain « pouvoir d'agir » des individus et collectifs : moins dans le but de les adapter que, *a contrario*, de les affranchir des contraintes structurelles.

La relation entre « indicateurs » et « participation » mérite toutefois aussi d'être interrogée à l'aune des effets de structuration qui affectent cette dernière, ne seraient-ce que par les « biais participatifs » usuels. En outre, une fois les indicateurs élaborés ou sélectionnés que devient la participation ? Enfin, le passage de phases délibératives à une mise en nombre ne fait-elle pas perdre le sens initial des démarches ? Quel rôle les technologies, enfin, peuvent-elles jouer dans la mobilisation des habitants ?

L'action

Au fond, si les indicateurs proposent une nouvelle « image » de la réalité sociale et économique, leur élaboration peut donc aussi supposer une nouvelle « économie » du pouvoir dans la relation des institutions avec leurs habitants, salariés, ou usagers.

De nombreuses expériences peinent toutefois à réaliser une transition complète de la connaissance vers une action réellement transformatrice. Dans quelles conditions de nouveaux indicateurs peuvent-ils renouveler efficacement les modes d'action individuels, collectifs et institutionnels ? Quels types de réponses sont associés à l'identification des besoins sociaux et environnementaux mis au jour par ces indicateurs ?

Mais la question porte aussi sur le sens même de cette action. Des politiques du bonheur ont vu le jour à partir du XVIIIe siècle, notamment à travers à partir de textes constitutionnels. Mais les dérives de l'utilitarisme ont largement contribué à objectiver le bonheur. Comment une action renouvelée en faveur du bien-vivre peut-elle désormais éviter le nouvel utilitarisme qui sous-tend l'économie du bonheur et le scientisme qui découle de certaines approches de neuroscience (particulièrement en neuroéconomie).

La contribution de la recherche au bien-vivre

Enfin, un dernier axe possible de débat porte sur la propre situation de la recherche dans ce contexte, autant en sciences sociales que dans d'autres domaines.

L'évaluation de la recherche repose désormais en grande partie sur des indicateurs dont on peut penser qu'ils procèdent à une réduction comparable à celle du PIB dans le domaine de l'activité économique. On peut alors se demander s'il ne conviendrait pas aussi de réfléchir à de nouveaux indicateurs permettant d'évaluer, d'une autre façon, la contribution effective du développement de la recherche à celui des territoires et au bien-vivre des populations.

Or si le monde académique est largement outillé et sensibilisé s'agissant de la qualité scientifique proprement dite, et si les acteurs institutionnels et socio-économiques ont depuis longtemps œuvré à l'élaboration d'indicateurs en matière de transfert et de valorisation de la recherche, force est de constater que la prise en compte de la contribution d'un projet de recherche au bien-vivre est largement ignoré, du fait du manque d'un référentiel sans doute. Le forum réunissant à la fois les pouvoirs publics et des représentants de la société civile, il est peut-être aussi l'occasion pertinente de discuter de la valeur de la recherche du point de vue des milieux dans lesquels et par lesquels elle se développe.

Langues :

Les propositions peuvent être soumises en français, en anglais, en espagnol ou en portugais.

Dates de soumission :

16 février 2018: soumission des propositions (3000 signes), avec un CV court (1 page).

1 mars 2018: selection des propositions.

Le format définitif des communications sera de 30 minutes.

Comité scientifique :

Céline Baeyens, psychologie, LIP/PC2S (EA 4145), SFR Santé Société, UGA ;

Nicolas Buclet, économie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Isabelle Cassiers, économie, UC Louvain ;

Patrick Criqui, économie, GAEL (5313, 1215) CNRS-INRA ;

Gregoire Feyt, géographie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Catherine Gucher, sociologie, PACTE (UMR 5194), SFR Santé Société, UGA ;

Elsa Guillaud, sciences politiques, PACTE (UMR 5194), IEP/UGA ;

Pierre Hily-Blant, astrophysique, IPAG (UMR 5274), UGA ;

Bruno Lamotte, économie, CREG (EA 4625), UGA ;

Pierre Le Quéau, sociologie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Christophe Moinard, pharmacie, LBFA / Inserm U1055 ;

Fiona Ottaviani, économie, CREG (EA 4625), GEM/UGA ;

Christophe Pison, médecine, CHU, UGA ;

Michel Renault, économie, CREM (UMR 6211), Rennes ;

Karen Scott, géographie, Exeter.

Rebecca Shankland, psychologie, LIP/PC2S (EA 4145), UGA.

Contact et soumission :

pierre.le-queau@univ-grenoble-alpes.fr

Il est également possible de proposer une contribution pour le Forum : <https://bienvivre2018.org/>

In the framework of



International multidisciplinary Symposium on well-living indicators Call for paper

The symposium will be held in Grenoble from 6-8 June 2018 during the International Forum for Well-Living.

Organized by Grenoble Alpes University in partnership with local authorities (Grenoble Alpes Métropole and the City of Grenoble) and with Non-Governmental Organizations (Terre Solidaire, Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse...), the Forum will offer time and space for sharing experiences, data and debates between the different partners on the conditions of sustainable development in our contemporary societies and the well-living of their members. Within the framework of the forum, a symposium with separate meetings will be arranged for academics and scientists interested in similar issues in diverse research fields: biology, medicine, psychology, sociology, geography, anthropology, economics, law, politics... and many others.

The present call for papers focuses on five main topics:

1. The concept

Criticisms of economic growth and Gross Domestic Product have expanded over the last thirty years, incidentally generating a large range of alternative concepts, notions or categories: human development (United Nation Program for Development), better-life (Organization for Economic Co-operation and Development), happiness (Bhutan), buen-vivir (Ecuador), etc. This “semantic effervescence” does not contribute much to the clarification of debates about new indicators. And the problem appears more complex as the meaning of these concepts, notions or categories may vary between scientific disciplines. Well-being, for instance, does not mean exactly the same in medicine, psychology or socioeconomics.

Nevertheless, some convergences can also be observed. Thus the issue is commonly apprehended as a multidimensional phenomenon considering: health, sociability, work, education and culture, civil liberties and civic participations, natural and social environments... including subjective appreciations and judgments formulated according to one's situation. Even if the dimensions selected often differ from one concept to another, it seems that the well-living of an individual depends on the system of interactions (not only monetary) he or she can produce – and which also produces him or her– and the capacity individuals and collectives have, both by law and in reality, to improve it, the real development of a community or a society.

This approach in terms of a continuum, from genome to social and natural environments, considering all the intermediate regulations (epigenetic, psychosociological, economic, institutional...), profoundly questions some of the pillars of dominant Western and modern intellectual tradition. Concepts from other cultures (*sumak kawsay* in Quechua or *Ubuntu* in Bantu, for instance) underline the fundamental interdependence of the relationship between individuals and their collectives; the singular and, if not the universal, at least the common; culture and nature... These concepts could offer an opportunity to (re)discover other intellectual currents in modern Western thought that highlight the founding dimension of relationship, and to found a paradigm to better understand the complexity of well-living.

2. Methodology

Research on new indicators generated many empirical experiments at different territorial scales: many countries, regions or districts, and cities, all over the world, now use alternative or complementary indicators in order to evaluate the well-living of their inhabitants. Many institutions or companies also use similar indicators for their staff, users or clients.

Each experiment has its own coherence and implements its own methodology depending on: the number and the nature of the dimensions of what could be considered as well-living (or wellbeing, or happiness, etc.); if they process data from public statistics and/or from ad hoc surveys; whether they produce any composite indicators or not, etc. Similar problems can be observed at other levels of approach. In biology and medicine different biomarkers can be used to identify a relevant signature of well-being (and/or ill-being). In psychology, several models are still in competition to evaluate well-being within the family, at work, etc. This multiplicity of methods makes any comparison between territories or levels of approach rather problematic. Spatial information processing or geomatics perhaps offer solutions

Each of these methodological elements can be discussed but we can also ask a crosscutting question: how could it be possible to make all these methodologies converge? Is it even desirable? Yet, a better coordination of approaches and methods may be needed to avoid a good measure at the scale of one territory (or one level of approach) having negative impacts on another. Multiscale representation tools, proposed by geomatics for example, could be extremely useful for this purpose.

3. Participation

Today, many experiments involve residents' participation in the process of designing new indicators at different territorial scales. In these cases, it is not simply yet another methodological precaution in order to validate the indicators but a way to achieve one of their goals. Social participation could even be considered as a condition for well-living: at least as a way to empower individuals and collectives and enhance their capabilities.

In some preventive and non-pharmacological medical interventions, participation is also required from people, eventually patients: to obtain not only long term effects on health, but also sustainable changes in living conditions. Positive psychology, likewise, encourages the development of a "power to act" of individual and collectives: less in order to improve their adaptation than to free them from the structural constraints.

The relationship between indicators and participation, however, also deserves to be questioned in terms of structuring effects that impact the latter, if only by the usual "participative bias". In addition, what becomes of participation, once the indicators are developed or selected? Finally, one wonders whether moving from deliberative phases to (quantitative) indicators entails the loss of initial meanings? What role, finally, can technologies play in enhancing citizen mobilization?

4. Action

Finally, by describing a new representation of reality, new indicators could also involve a new power economy between institutions and citizens, inhabitants or users.

Many experiments, however, struggle to make an effective transition from knowledge to transformative action. Under what conditions can such indicators help to renew individual, collective

and institutional modes of action? What types of responses are associated with the identification of the social and environmental needs revealed by these indicators?

Yet the question is also about the fundamental meaning of this action. Politics of happiness emerged in the eighteenth century, notably through the constitutional texts. But the excesses of utilitarianism have largely contributed to objectify happiness. How can a renewed action for well-living avoid the pitfalls of the new utilitarianism that underlies the economy of happiness and of the new scientism based on some approaches in neuroscience (particularly in neuroeconomics)?

5. The contribution of academic or scientific research to well-living

While the evaluation of scientific research is now subject to indicators as reductive as GDP in the field of economics, we can raise the question of its real contribution to the well-being of populations.

The academic world is now equipped to evaluate the quality of its scientific production. Institutional and socio-economic actors have worked for years on the development of indicators in terms of the transfer and valorization of research. But the real contribution of a research project to well-living is largely ignored, probably because of the lack of a referential. As the forum also brings together public authorities and representatives of civil society, it is perhaps also a relevant opportunity to discuss the value of research from the point of view of the environments in and through which it is developing.

Languages

Proposals may be submitted in the following languages: French, English, Spanish, and Portuguese.

Key dates

16 February 2018: submission of proposals (3,000 signs) together with a one page CV.

1 March 2018: selection of proposals.

The selected communications will last 30 minutes.

Scientific committee

Céline Baeyens, psychologie, LIP/PC2S (EA 4145), SFR Santé Société, UGA ;

Nicolas Buclet, économie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Isabelle Cassiers, économie, UC Louvain ;

Patrick Criqui, économie, GAEL (5313, 1215) CNRS-INRA ;

Gregoire Feyt, géographie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Catherine Gucher, sociologie, PACTE (UMR 5194), IEP/UGA, SFR Santé Société, UGA ;

Elsa Guillaud, sciences politiques, PACTE (UMR 5194), IEP/UGA ;

Pierre Hily-Blant, astrophysique, IPAG (UMR 5274), UGA ;

Bruno Lamotte, économie, CREG (EA 4625), UGA ;

Pierre Le Quéau, sociologie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Christophe Moinard, pharmacie, LBFA / Inserm U1055 ;

Fiona Ottaviani, économie, CREG (EA 4625), GEM/UGA ;

Christophe Pison, médecine, CHU, UGA ;

Michel Renault, économie, CREM (UMR 6211), Rennes ;

Karen Scott, geography, Exeter.

Rebecca Shankland, psychologie, LIP/PC2S (EA 4145), UGA.

Contact and submission

pierre.le-queau@univ-grenoble-alpes.fr

You can also contribute to the Forum: <https://bienvivre2018.org/>